



Peu de leçons auront été tirées de la crise financière

Sept ans après le krach, deux auteurs suisses reviennent sur la résistance opposée à toute remise en cause du système financier

Pierre-Alexandre Sallier

Le monde d'après. Décrivant la réalité façonnée par la crise économique la plus grave vécue par l'Occident depuis la guerre, le terme «The New Normal» s'est imposé en boucle dans les médias anglo-saxons. Le terme remonte à mars 2009. «Il est de plus en plus clair que nous traversons une remise en cause de l'ordre économique», avertit alors le directeur général de

Mc Kinsey, l'ultra-influent réseau de consultants. «La question est désormais: qu'est-ce qui relève encore du normal?», écrit Ian Davis, alors que les ruines de Lehman Brothers sont encore

chaudes à Wall Street.

Ian Davis a pris sa retraite en 2010. Depuis, «l'autre rive» a été atteinte aux Etats-Unis. En Europe, la baisse du pétrole, celle de l'euro, ainsi que l'avalanche de billets neufs déversés par la Banque centrale réaniment une croissance qui flirtait avec le 1,5% cette année.

Il n'empêche. Le New Normal commence à marquer une génération. Que deviendra celle qui, en Europe, aura fait partie de ces 20, 30 ou 40% de jeunes n'ayant jamais eu d'emploi officiel entre 20 et 30 ans? La décennie perdue qui se dessine sur le plan économique façonne la société. En 2010, une étude publiée par le National Bureau of Economic Research américain portant sur la période 1972-2006 montrait qu'il suffisait d'une seule année de vraies difficultés budgétaires, affrontée au début de l'âge adulte, pour affecter les comportements. Plus de cynisme, moins de dépenses, voire davantage de voix en faveur des partis populistes.

Sept ans plus tard, il ne faut plus parler de crise mais de «nouvel ordre», entretenu artificiellement par les moyens illimités mis à disposition d'une finance «qui maintient un climat permanent d'instabilité», décrit Jean-Marie Brandt*. Et si l'économie que l'on qualifie de réelle a repris ses droits sur la finance après le krach dans les années 1930, «ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui», prévient celui qui fut directeur général de la Banque Cantonale Vaudoise.

Pourtant, l'intelligence de la mobilisation des banques centrales après 2008 n'a-t-elle pas été saluée comme ayant permis d'éviter l'effondrement? «Certes, mais une fois l'urgence passée, il n'y a eu aucun examen des causes profondes ayant conduit à cette situation; aucune rupture de la culture dominante ayant vu la finance se substituer à l'économie», décrit Jean-Marie Brandt. Ce dernier relève une «crise de la connaissance» dans laquelle grand public et responsables politiques ne comprennent plus depuis longtemps le langage et les concepts de la finance.

«Nous assistons à une remise en cause de l'ordre économique»



Sept ans après, quelles leçons de la crise?

Sept ans après le krach, deux auteurs suisses reviennent sur la résistance opposée à toute remise en cause du système financier

Pierre-Alexandre Sallier

Suite de la page 10

L'écroulement de la finance internationale en septembre 2008 et la crise qui l'a suivie des deux côtés de l'Atlantique n'ont pas été suivis d'une remise en cause générale du système comme cela fut le cas dans les années 1930. Dans deux récents ouvrages, deux spécialistes suisses relèvent que seulement le quart du tour de vis réglementaire que devait imposer l'administration Obama à Wall Street a été réalisé.

Professeur de finance à l'Université de Zurich, Marc

Chesney** dénonce, lui aussi, le fait qu'au niveau international les élus - de gauche ou de droite - n'appliquent le plus souvent qu'une seule et même politique. Celle «qui répond aux intérêts de l'aristocratie financière». Exemple? La poursuite de politiques d'assistanat vis-à-vis des banques dites «too big to fail»; ce qui leur permet, en cas de problèmes graves, de se financer grâce au contribuable. Cette même garantie publique leur permet d'emprunter à des taux privilégiés. Cette subvention qui ne dit pas son nom atteindrait, selon le Fonds monétaire international, 25 milliards de dollars par an pour les deux grandes banques suisses. Plus de sept fois les subventions - très critiquées - allouées à l'agriculture.

Le vice-directeur du département Banque et Finance de l'Université de Zurich dénonce également la façon dont cette aristocratie financière se drapait dans les habits du libéralisme «alors que le plus souvent ses pratiques en contredisent les

principes de base». Il fait référence ici au libéralisme qui a permis l'essor du début du XXe siècle, dont l'inspirateur, Ludwig von Mises, disait qu'il

visait «le bien-être général et non celui d'un groupe particulier».

Marc Chesney lui oppose les rémunérations des directeurs des vingt fonds spéculatifs les plus généreux aux Etats-Unis. En 2013, ceux-ci ont perçu en moyenne 1,1 milliard de dollars. Chacun. Trente fois la rémunération des patrons américains les mieux payés, en dehors de la finance. Des chiffres qui reflètent une «perte de sens et de valeurs totale» de la finance. Et un monde dans lequel ce New Normal n'apparaît décidément pas très neuf.

* «La crise, quelle crise?», Jean-Marie Brandt, Slatkine, 2015, 265 p.

** «De la Grande Guerre à la crise permanente», Marc Chesney, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2015, 112 p.

«Les élus n'appliquent le plus souvent qu'une seule politique.»